



Grenoble INP – Ense³, UGA à la COP27

Bruno, Emilie, Esteban, Fantin, Joao,
Léa, Leonardo et Manolela

Table des matières

La Green Zone1

Emilie GERARD

**Environmental crimes: From local poachers to global
financial networks 4**

João Henrique LIMA DE VASCONCELOS

La Green Zone

Emilie GERARD



A la COP, il y a deux zones, la Blue Zone réservée aux personnes accréditées par l'UNFCCC et la Green Zone, où l'accès est beaucoup moins restreint, il suffit de faire une demande sur internet. Là, l'ONU n'a globalement pas son mot à dire et c'est le gouvernement qui gère les événements et la sécurité. C'est

une zone destinée aux entreprises, au gouvernement, aux universités et techniquement aux parties civiles. Techniquement car lors de la COP 27, nous avons été frappé.e.s par le petit nombre de stands qui leur étaient réservées.

La COP 27 se déroule autour du Tonino Lamborghini International Convention Center de Charm El Cheikh. La grande majorité des infrastructures sont temporaires et ont été installées pour la convention. Ce qui frappe le plus en arrivant, c'est le luxe de la Green Zone. Il y a clairement une volonté de la part du gouvernement Egyptien d'impressionner et le lieu n'est pas du tout comparable à la Blue Zone. C'est assez cocasse que cette zone soit appelée la Green Zone car c'est le temple du green washing (c'est le cas dans toutes les COPs). Dès que nous arrivons dans la zone nous sommes assaillis par de la publicité. Pour de l'eau, pour des banques, des entreprises... Tout ça sur des magazines sous blister, sur grand écran ou sur des goodies.



Il est beaucoup plus facile de trouver de l'eau potable ici que dans la Blue Zone. Il y a aussi des fontaines gigantesques alors qu'on rappelle que nous sommes dans le désert. Ici, l'eau et l'accès à l'eau s'affichent comme la preuve suprême du luxe, mais ça nous en parlerons dans un autre article.

Le fonctionnement de la Green Zone a des similarités avec la Blue Zone, il y a des conférences, des stands mais il n'y a pas de négociations. Il n'y a pas de dirigeants ou de patrons, ou de gens qui pourraient faire changer la mentalité dans leur industrie mais que des employé.e.s qui doivent vendre leur entreprise (et quelques sociétés civiles qui peinent à faire entendre leur voix contrairement à ce que dit la publicité faite par le gouvernement). Les patrons se font accréditer et on les retrouve à faire du lobbying dans la Blue Zone. Inversement on croise très peu de Parties et d'observateurs dans la Green Zone car ça n'a que très peu d'intérêt pour eux. Il y a pourtant de véritables attractions comme dans les parcs mais nous n'avons pas pu les visiter car elles étaient fermées au moment de notre visite.

En revanche, la qualité des stands est très clairement inférieure. Ils sont plus petits et beaucoup d'exposants ont un "petit" budget. Bien sûr, il y a toujours les stands des grandes entreprises (Microsoft et Epson par exemple) et du gouvernement qui sont créés par des professionnels. Mention spéciale aussi au stand Vodafone qui doit être le plus grand stand de toute la Green Zone.



Il y a même des stands boutiques qui vendent de l'artisanat local mais surtout très touristique. Nous avons aussi été surpris.es et choqué.e.s de voir le pavillon du Burundi, qui visiblement n'a pas pu investir les plusieurs milliers d'euros au mètre carré pour un pavillon dans la Blue Zone (alors que l'Université de Plymouth si) où il aurait eu parfaitement sa place. Il y avait beaucoup d'espace entre les stands et il y avait même des stands complètement vides.

Clairement, à la Green Zone ce n'est pas le climat qui est mis en avant, c'est le business, comme dans toutes les COPs. Malgré, ce qu'on veut nous faire croire avec toutes les banques vertes, les solutions vertes et les technologies vertes. Les exposants prônent tous que la technologie est la solution miracle à tous nos problèmes. Parfois il n'y a même pas de tentative de green washing puisque aucune mention du climat n'est faite. C'est surtout une scène parfaite pour promouvoir le tourisme en Egypte (l'office du tourisme et Egypt Air ont d'ailleurs pignon sur rue) et les exposants. En bref cela ressemble plus à une foire qu'à une zone de conférence pour le climat.



Environmental crimes: From local poachers to global financial networks

João Henrique LIMA DE VASCONCELOS

On Wednesday (09/11/2022), the German Pavilion held a panel moderated by Dr Marcus Pleyer, which presented a stunning statistic: **Environmental crimes are estimated to generate up to 280 Billion dollars yearly.**



Photo by [Bakhrom Tursunov](#) on [Unsplash](#)

This figure comes from a 2018 report by RHIPTO, INTERPOL and GI. The report, titled World Atlas of Illicit Flows, was one of the factors that stimulated the Financial Action Task Force (FATF)¹ to assess money laundering efforts

1 Groupe d'action financière (GAFI) en français

internationally and to bring up this issue at COP27.

The panel expanded on how environmental crimes finance conflicts, terrorism and strife, with Ghada Waly, Director-General/Executive Director of the United Nations Office on Drugs and Crime, calling it a threat to the national security of countries worldwide.

These crimes are also inherently international—with networks composed of poachers in South Africa and facilitators in Latin America. They demand countries work together to follow the money and apprehend the kingpins. This point was beautifully put by Dr Jane Goodall, an eminent scientist and conservationist:

“If we arrest those at the top, then their networks will tend to crumble.”

To do so, as explained by Juhani Grossmann, Team Leader of the Green Corruption Programme for the Basel Institute of Governance, we must enable the building of local financial task forces in countries with a high risk of these crimes. Fortunately, there are already officers with these expertises in countries with high incidences of environmental crimes. However, these teams generally work in narcotics. Mr. Grossmann highlighted the importance of using these resources to topple environmental crime networks.

Mr. Grossmann also emphasized the importance of corruption to the action of these networks, “Without corruption environmental crime is not profitable”, stressing the high correlation between a country’s level of corruption and its incidence of environmental crimes.



Photo by [Dylan Mullins](#) on [Unsplash](#)

David Fein, Chair of the United for Wildlife Financial Taskforce, presented the main challenges in apprehending these goods and seizing these funds. These are the mixing of legal and illegal goods and the usage of complex financial structures.

Environmental criminals often mix legal and illegal goods be they logs, precious stones or animals, making it exceptionally difficult for authorities to identify illegal shipments.

Traditional money laundering techniques are also widely used. Be it placement, layering and integrations or more



Grenoble INP - Ense3, UGA à la COP27

complex financial instruments—there are more and more ways to hide these ill-gotten gains.

These networks are global and are still primarily tracked by conservationists and environmental officers, who, in their own words, are not able to investigate them fully. According to Mr. Fein: *“The investigations used to end with the arrest of the poacher, they need to start there. We must follow the money.”*

The mere identification of the problem is already a huge step. Indeed, FATF’s report is already leading to concrete action, with Xolisile Khanyile, Director of South Africa’s Financial Intelligence Unit, citing it as an invaluable tool. That said, more effort is needed to ensure these networks get dismantled and that these criminals are brought to justice.

Mise en page

Fantin AUVERGNE